

L'Église demande au gouvernement colombien de s'occuper des zones de violence



Bogotá, 2 Mars (RHC) L'Église catholique de Colombie a demandé aujourd'hui au gouvernement du Président Iván Duque de s'occuper des zones touchées par la violence dans la région du Pacifique.

L'archevêque de Bogotá, Monseigneur Luis José Rueda, a envoyé un message de soutien aux évêques pour le travail missionnaire qu'ils accomplissent au milieu du conflit armé interne et leur dénonciation de la situation dans des territoires comme le département du Chocó.

Face aux cas de confinement, de déplacement et d'assassinats, l'autorité religieuse a rappelé qu'elle a toujours accompagné des communautés comme celles de Murindó, à Antioquia, où quelque 1 200

autochtones sont confinés par peur des mines antipersonnelles.

En revanche, à Tumaco, la population est touchée par les massacres, et à Alto Baudo, quelque 4 741 citoyens sont confinés et déplacés, a signalé Monseigneur Rueda dans le texte cité par la presse locale.

Au cours des dernières semaines, les évêques de la région du Pacifique ont critiqué clairement et fermement le gouvernement, en raison de l'abandon de ces populations.

L'archevêque a demandé aux évêques, malgré les difficultés auxquelles ils se heurtent dans leur travail, de ne pas se décourager, de continuer à protester et à être les porte-paroles des habitants de ces territoires qui vivent au milieu des tirs croisés de groupes armés illégaux.

Cet appel de l'Église catholique se joint à la demande de la Commission de la Vérité de Colombie, qui a appelé la semaine dernière à une négociation avec ces groupes pour éviter de condamner les communautés à une mort certaine.

Selon un rapport publié par l'entité, les déplacements forcés se poursuivent en 2021 dans le pays, avec 29 événements enregistrés, plus de 3000 familles touchées et 10 850 personnes qui ont quitté en masse leurs foyers.

L'église a souligné qu'il y avait 40 communautés confinées à Chocó, Cauca et la Côte de Nariño et que parmi les personnes déplacées, 90% appartenaient à des communautés autochtones du Pacifique.

L'un des faits dénoncés par l'Eglise est le déplacement intra-urbain qui survient depuis le 30 décembre à Buenaventura, provoquant le départ forcé de 1 442 familles appartenant à 16 quartiers.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/249300-leglise-demande-au-gouvernement-colombien-de-soccuper-des-zones-de-violence>



Radio Habana Cuba